
HYDERABAD – Réunion de renforcement des capacités du GAC Asie-Pacifique
Dimanche 6 novembre 2016 – 18h30 à 20h IST
ICANN57 | Hyderabad, Inde

PERSONNE NON IDENTIFIÉE: C'est le 6 novembre. Nous sommes dans la salle 4 : réunion de renforcement des capacités Asie Pacifique.

THOMAS SCHNEIDER: Veuillez prendre vos places, parce que la réunion va commencer sous peu. Merci.

Bien. Nous allons commencer.

Merci beaucoup à vous tous d'être venu à une heure si tardive pour cette réunion avec l'Asie-Pacifique à Hyderabad. Je crois que c'est la première fois que nous organisons cette réunion. Je vous fais cette introduction pour que vous compreniez d'où vient l'idée de cette réunion. Vous savez que nous avons quelques enjeux. Au sein du GAC, il y a certaines régions du monde qui sont vraiment très loin des lieux où on fait nos réunions et en général, les différents calendriers, les différents fuseaux horaires où ils se trouvent. Certains gouvernements ont plus de difficulté que d'autres par rapport aux horaires, parce

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

qu'ils ne sont pas très nombreux ou ils sont dans différents fuseaux horaires. Donc, l'idée était de promouvoir l'inclusion et de faciliter la participation des pays de la région Asie-Pacifique au travail du GAC. Cela fait partie d'un exercice ou d'un objectif beaucoup plus grand, c'est travailler pour que les pays qui font face à des situations spéciales, dans ce qu'on appelle les régions les moins desservies ou les régions faiblement desservies au sein du GAC.

Cela est là pour leur donner un soutien spécifique au point de vue technique ou économique et les aider à faire face à tout cela, par rapport aux zones ou aux régions où ils sont, et tout le voyage et tout le nombre d'heures qu'ils doivent employer pour le voyage. C'est une tentative d'être inclusif pour faciliter leur participation au GAC à travers le groupe de travail du GAC des régions faiblement desservies. Nous allons pouvoir travailler avec Anne-Rachel et l'équipe de Tarek pour qu'ils nous aident avec ce groupe de travail afin de faire un travail de sensibilisation et être aussi inclusif que possible dans le domaine de l'ICANN. Je vais céder la parole maintenant à l'un des co-présidents de la réunion pour qu'il entame cette séance. Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA: Merci beaucoup, monsieur le Président. Soyez, vous tous, les bienvenus. Je voudrais commencer par demander à Rajiv Bansal, qui est le représentant de l'Inde, de bien vouloir prononcer les premières paroles.

RAJIV BANSAL: Merci beaucoup, monsieur le Président. C'est un honneur pour moi que de souhaiter la bienvenue aux représentants du GAC. Dans cette réunion, nous pouvons faire cette cinquante-septième réunion de l'ICANN dans cette très belle ville d'Hyderabad et être tous ici rassemblés.

Je vais commencer par vous dire que c'est la géographie qui nous rassemble, donc nos défis nous rassemblent aussi. Ils nous unissent en ce sens que nous sommes parmi les régions faiblement desservies. Nous devons apprendre les uns des autres. Nous devons tirer des points positifs de tout ce que nous avons fait, de nos expériences, de nos échecs, de nos missions et de nos visions.

Même si nous comprenons que chacun des pays a des défis ou des enjeux singuliers à relever, nous croyons en l'Inde. Nous croyons que nos propres défis et nos enjeux nous unissent. À l'heure actuelle, il y a en Inde un grand nombre de personnes qui sont connectées sur l'Internet. C'est 400 millions, mais il y en a

beaucoup. Ils sont beaucoup plus nombreux ceux qui ne peuvent pas se connecter.

Voilà pourquoi nous sommes dans une situation singulière et nous voulons collaborer. Nous voulons apprendre de tous les pays membres qui sont présents dans cette salle. Nous croyons que la création et le renforcement des capacités est l'un des domaines fondamentaux de compétences. C'est l'un des domaines où nous pouvons faire des progrès. Nous avons fait quelques pas en avant, parce que nous avons entamé la première école de la gouvernance en Inde, la semaine dernière. C'était le premier pas et nous croyons qu'avec le soutien et l'aide de l'ICANN, nous allons pouvoir aller de l'avant et doubler, répliquer tout cela à grande échelle, non seulement dans certaines parties de notre pays, mais dans toutes les régions de notre pays et dans différents fuseaux horaires aussi. Si nous réfléchissons à propos de l'avenir, nous croyons que les thèmes liés à la responsabilité, la reddition des comptes et la diversité seront très importants pour nous en ce qui concerne la situation et l'environnement post-IANA.

Nous espérons pouvoir travailler en collaboration avec les différents groupes de travail dans le système multipartite pour voir comment notre rêve, nos missions, nos espoirs peuvent être matérialisés sous peu.

Avec ceci, je veux vous remercier de l'occasion qui m'a été donnée de m'exprimer devant vous.

ALICE MUNYUA: Merci beaucoup, monsieur Rajiv Bansal. Nous vous remercions d'avoir bien voulu être notre hôte.

Nous allons maintenant donner la parole à Göran Marby, le Président-Directeur général de l'ICANN.

GÖRAN MARBY: Bonsoir à tous. Je vous remercie de m'avoir invité.

Je veux vous féliciter de cette première réunion. Je suis personnellement très heureux de vous voir ici.

J'ai croisé quelques-uns parmi vous et même s'il y en a quelques-uns qui se sont plaints d'un voyage très long, parce que nous venons de points géographiques très différents. Mais même si nous venons parfois d'une même région, ces voyages ont été très longs. L'ICANN a donc une responsabilité partagée, surtout après la transition.

Pour ceux qui ont participé à ce processus, des personnes que je veux remercier, leur exprimer ma reconnaissance.

Je voudrais revenir sur un point dont on a parlé ces derniers jours. Je suis arrivé sur la dernière partie du processus de la transition.

Ces dernières semaines, on a été pratiquement, en quelque sorte, kidnappé par ce thème en particulier. Mais cela ne signifie pas que cela ne va pas se reproduire.

Nous devons savoir qu'il n'y a pas d'organisation, pas de personnes, pas de pays, pas d'intérêt spécial qui pourraient nous séquestrer.

Je suis là pour que cela ne se reproduise pas. Nous sommes une communauté très diverse, très vaste, très ouverte pour pouvoir donner des garanties de ce modèle multipartite de l'ICANN.

Vous le savez mieux que personne que nous avons peut-être commencé par être une communauté qui communiquait sur la base de l'alphabet latin, mais maintenant, nous parlons de 3 600 millions d'utilisateurs. Je ne sais pas qui a fait ce calcul, mais de toute façon, c'est une énorme quantité de personnes. Cela signifie qu'un bon nombre de ces personnes habitent des régions où l'on n'emploie pas l'alphabet latin.

C'est extraordinaire, parce que cela signifie que l'Internet peut nous connecter n'importe où sur la planète. Cela est très local, mais si nous voulons avoir davantage de personnes en ligne, il

faut que l'Internet soit de plus en plus local. Si nous voulons que les gens se rendent sur Internet, l'Internet doit être soumis à un travail de localisation.

Cela signifie que pour que vous puissiez venir ici et parler de vos expériences dans votre langue, dans votre culture, vous allez jouer un rôle très important pour répandre cela parmi beaucoup plus de personnes. Pour moi, c'est une obligation, pour moi, pour vous, de servir la prochaine génération d'utilisateurs Internet. Le travail que vous aurez fait sera très important.

Voilà pourquoi je suis là, pour vous encourager à participer, à m'apprendre comment je peux soutenir votre travail, pour travailler en collaboration pour la prochaine génération. Je l'ai dit à maintes reprises. Jusqu'à la transition, nous étions au premier chapitre du livre de l'Internet. Maintenant, nous commençons à écrire le deuxième chapitre de ce livre. Malheureusement, il faut que je vous quitte, parce que je dois présenter deux discours et boire quelques verres avant neuf heures du soir.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup de nous avoir consacré ce temps.

Le Président du GAC maintenant, Thomas Schneider, nous expliquera un peu quel est le travail du GAC. Merci beaucoup, Thomas.

THOMAS SCHNEIDER: Merci. Merci à vous tous. Je m'appelle Thomas. Je viens de la Suisse. C'est un tout petit pays de l'Europe. Je suis, à l'heure actuelle, le président du GAC. Et pour ceux qui ne le savent pas, vous avez peut-être entendu ça des centaines de fois, mais je vais essayer d'expliquer rapidement ce que fait le GAC. Le GAC est le comité consultatif gouvernemental. Vous devez savoir que, parmi les rôles que joue l'ICANN, l'ICANN est une organisation multipartite qui a une direction venant du secteur privé et elle fait partie d'un grand écosystème de gouvernance de l'Internet. Sa mission est principalement la gestion du DNS ou Système de Noms de Domaine, les adresses IP et quelques protocoles de fonction.

Il me semble qu'il est très important pour les gouvernements, pour le GAC dans tout ceci. Maintenant que nous avons des nouveaux statuts constitutifs, c'est l'une des valeurs fondamentale de l'ICANN. L'ICANN doit chercher et donner son soutien à une participation informée respectant et reflétant la diversité culturelle et géographique fonctionnelle de l'Internet à tous les niveaux du développement des politiques et pour la

prise de décision, pour garantir que le processus de développement politique multipartite ascendant soit utilisé pour faire valoir l'intérêt public mondial et que ces processus soient responsables et transparents. Pour que nous puissions vraiment remplir cette mission importante concernant ce rôle qui inclut tous les éléments du modèle multipartite ascendant qui est lié à la diversité et à la responsabilité.

Dans les statuts, vous devez... Vous pouvez lire dans les statuts constitutifs que le GAC doit donner son avis au Conseil d'administration. Je ne me rappelle plus à quel article, mais on dit que le Comité consultatif gouvernemental doit donner son avis sur les activités de l'ICANN en ce qui concerne les gouvernements, et plus particulièrement, en ce qui concerne des questions pouvant avoir des interactions entre les politiques de l'ICANN et les différents accords et différentes lois internationales et que cela pourrait avoir un effet sur des questions de politiques publiques. Donc, nous devons présenter notre avis lorsque nous parlons de politiques publiques ou des thèmes liés aux politiques publiques.

Il faut aussi que nous apportions nos connaissances spécifiques sur la législation au niveau national et international, dans la mesure où une question serait liée à cet aspect et que l'ICANN sera lié dans sa mission à ces questions de politiques publiques.

Voilà donc notre rôle principal. Nous sommes 170 membres à l'heure actuelle. Nous venons de partout dans le monde. Nous n'avons pas doublé en six mois comme le font les unités de traitement central des ordinateurs et tout ça. Mais sur dix ans, oui. Je vous dirais que nous continuons à grandir.

En général, il s'agit de 25 observateurs. Ces observateurs sont normalement des organisations internationales. Il y en a qui sont régionales. Il y en a qui sont mondiales comme d'autres institutions où les gouvernements jouent un rôle et alors, nous sommes plus de 200 membres et observateurs.

Tout le monde ne peut pas toujours assister à toutes les réunions. En général, il y a une présence allant de 70 à 100 délégations. Il y a aussi la participation à distance qui est possible. Comme dans toutes les réunions de l'ICANN, tout est transmis par webcast, il y a le streaming.

Pour être inclusif, pour faciliter la participation : voilà l'une des raisons pour lesquelles ce groupe de travail existe et pour lesquelles on célèbre ces réunions.

C'est un vrai défi. C'est un vrai défi, parce que plus on est loin de la réunion, plus grand est le défi qui se présente et moins on a de ressources.

Donc, nous essayons de vous donner notre soutien depuis l'ICANN pour faciliter la participation des gouvernements au GAC dans la plus grande mesure du possible. Nous ne sommes pas toujours là où nous voudrions être. Je voudrais que tout le monde puisse participer, mais nous avons, enfin, de plus en plus de participants. Il est évident qu'il est important que dans les régions et entre les régions, nous nous soutenions les uns aux autres pour partager la charge. Il y en a qui ne peuvent pas avoir les ressources pour tous les documents ou pour les thèmes abordés. L'idée est de distribuer le travail, de bonne foi, en toute confiance pour partager cette charge et être informé de tous les sujets pour que nous puissions faire entendre notre voix.

C'est un défi qui se renouvelle, qu'on voit au sein de l'ICANN, mais qu'on ne voit pas dans d'autres institutions. Nous pouvons parler des Nations Unies ou des institutions privées où il y a différentes personnes avec des situations et des problématiques différentes et nous essayons de leur donner notre soutien dans la mesure du possible par les groupes de travail et par mon intermédiaire en tant que président, ainsi que le personnel de soutien du groupe de Tarek, de l'équipe de Tarek, ainsi que l'équipe de soutien du GAC. Si quelqu'un a besoin de quelque chose en particulier dont nous ne serions pas au courant, vous pouvez nous le faire savoir et nous allons essayer de trouver une solution à cela ou de vous donner notre soutien.

C'est un élément très important parmi toutes les tentatives que nous faisons pour essayer d'être inclusif dans la mesure du possible.

La participation est l'un des points. Une fois que nous sommes parvenus à obtenir cela, il faut que nous parvenions à nous comprendre les uns les autres. Nous sommes 170 pays au sein du GAC de partout dans le monde et même si nous parlons tous anglais ou l'une des six langues des Nations Unies, parce que c'est pour cela que nous avons un service d'interprétation simultanée et de traduction. Nous venons tous de cultures différentes. Cela ne signifie pas que nous comprenions tout. Il faut essayer d'éviter les malentendus, les interprétations erronées. Et c'est ce que j'essaie de susciter au sein de l'ICANN, parce que bien sûr, moi, j'ai mes antécédents qui sont limités. Je ne viens que d'un pays du monde. Donc, nous nous soutenons les uns les autres pour essayer de communiquer de telle manière que tout le monde ou tout le reste puisse nous comprendre et si nous ne nous comprenons pas, nous le disons avant que quelque chose de plus grave se produise. Parce que, parfois, nous pensons que nous nous sommes compris, que nous avons compris les uns les autres et parfois, ce n'est pas le cas. Donc, c'est pour ceux qui participent au GAC et ceux qui sont au sein du GAC et des gens du GAC qui participent à d'autres organisations ou unités constitutives. Les

gouvernements ont une certaine manière de s'exprimer. La plupart d'entre nous avons une expérience diplomatique dans d'autres organisations internationales.

Mais ceux qui viennent du secteur des entreprises, qui participent ici et dans d'autres forums comme la GNSO, ne sont peut-être pas habitués à notre style de parole et même si nous avons la même langue, on ne parvient pas à s'entendre parfois. Voilà ce qui se passe assez souvent. Donc, premier pas : il faut que nous soyons attentifs pour que nous fassions un certain renforcement de compétences et de capacités pour que nous nous comprenions les uns les autres et que nous fassions un effort dans ce sens-là.

J'ai eu un discours un peu long, parce que je trouve que c'est fondamental cela. Cette région est tellement diverse. Vous savez de quoi je vous parle. Mais tout le monde n'en est pas conscient. Donc, vous devez comprendre que parfois on ne comprend pas ce qui est dit même si on parle la même langue, parce que nous venons d'environnement et d'entourage différents.

Voilà. Je veux vous encourager à être conscient de ceci et c'est tout. Je vais m'arrêter ici. Moi aussi, j'ai beaucoup de choses à faire. Il va falloir que je vous quitte sous peu, mais je vous souhaite des échanges positifs et je vous demanderais, j'aimerais bien, que vous me teniez au courant de toutes les

informations et de toutes les idées qui pourraient être présentées pendant cette réunion.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup, Thomas, d'avoir reconnu les difficultés par rapport à la compréhension mutuelle. Il y a parfois des différences culturelles. Parfois, il y a des différences dans les compétences et les capacités qui suscitent parfois des malentendus. Voilà pourquoi nous avons créé ce groupe des régions faiblement desservies. Cela a été créé comme un groupe de travail de renforcement des capacités, mais cela a ensuite évolué pour être appelé groupe de travail pour les régions en développement et maintenant, ça s'appelle le groupe de travail pour les régions faiblement desservies. Nous croyons que cela a des connotations plus positives – ce nom – parce que cette question de régions moins favorisées ou mal desservies, c'est désagréable. Ça a des connotations négatives.

Il y a eu plusieurs suggestions. Aucune suggestion ne nous convainc, mais pour le moment, nous continuons à débattre et nous essayons de trouver un autre nom pour notre groupe.

Je m'appelle Alice Munyua. J'ai oublié de me présenter et je fais partie de la Commission de l'Union africaine. Je suis la coprésidente du groupe de travail des régions faiblement desservies.

Comme le Président du GAC l'a dit, ce groupe de travail a été créé par la reconnaissance des défis ou des enjeux auxquels les représentants du gouvernement devaient pouvoir faire face au sein de l'ICANN, au sein du GAC. L'objectif est d'accroître la participation des membres du GAC pour les états insulaires et pour les économies les moins développées, augmenter les connaissances et la compréhension du GAC et de l'ICANN dans ces régions pour améliorer la capacité et l'engagement et la participation. Et pour que cela soit mieux répandu dans le système de noms de domaine et ainsi que de développer ce système. Nous avons essayé d'utiliser la définition des Nations Unies. Et nous avons visé les états insulaires, les Caraïbes, l'Amérique centrale, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est. Nous avons différentes séances pour la création et le renforcement des capacités. Voilà l'une de ces séances où nous sommes maintenant où nous essayons de participer au point de vue régional. La première se fait maintenant. La seconde sera faite à Nairobi en janvier pour la région africaine. Cela se fait en collaboration avec l'équipe de participation mondiale de l'ICANN, où on parle spécifiquement du groupe des sous-régions et des termes de référence.

Je voudrais partager avec vous très brièvement certains aspects du plan de travail actuel pour que vous compreniez où on en est.

J'ai mentionné la question relative à la valeur pour les régions faiblement desservies. On devrait reconsidérer cette définition, non seulement pendant cette séance, mais plutôt dans la séance de demain. Une séance de domaines de grand intérêt qui sera ciblée sur cette question et voir si la définition est suffisante, si elle est correcte, si elle est cohérente avec les fonctions de l'ICANN après transition, s'ils veulent changer le nom et si la définition est vraiment liée à ce qu'on veut faire.

Il faut décider, parce qu'on veut avoir cette discussion, non seulement au niveau du GAC, mais avec toute la communauté demain même.

Nous avons facilité une enquête de ccTLD et l'objectif était de comprendre les relations entre les gouvernements et leurs TLD. Cette enquête est finie. On a les résultats qui sont disponibles sur le site web du GAC.

On fait aussi une requête de nombre de pays définis comme faiblement desservis pour identifier leurs besoins et avoir une approche plus focalisée pour s'occuper justement de ces besoins. C'est une des activités que nous allons avoir aujourd'hui. La séance sera interactive pour identifier les enjeux. On va vous demander pourquoi c'est si difficile pour nous comme participants de la région Asie Pacifique et d'autres pays en développement ici présents, quelles sont les difficultés pour

participer, non seulement aux processus du GAC, mais dans tout l'ICANN en général?

Et lorsqu'on travaille avec différents domaines de travail de l'ICANN, avec les activités qui sont en cours en ce moment. Par exemple, les procédures ultérieures à l'introduction des nouveaux gTLD. Aussi tout spécifiquement, voir ce qui s'est mal passé avec le programme de soutien aux candidatures, les leçons que nous avons apprises, non seulement voir les questions de politiques, mais aussi les aspects commerciaux de toute cette question.

Nous voulons les comprendre et ce groupe va travailler dans des processus de PDP, d'élaboration de politiques et on va essayer de vous aider pour que vous puissiez participer à ces processus.

On a aussi à établir la coordination pour que les résultats de ce groupe de travail représentent un support supplémentaire, non seulement pour travailler dans les réunions de l'ICANN, mais pour comprendre les processus. On a besoin de ressources pour les gouvernements des régions faiblement desservies pour que ces gouvernements puissent participer.

Je ne parle pas seulement du soutien aux déplacements. En Afrique, on a besoin de ressources. On a besoin que quelqu'un traduise les politiques, les processus de politiques pour que nos gouvernements puissent les comprendre – le contexte et les

processus. Alors, c'est encore un autre aspect et peut-être, ici, on s'est focalisé seulement sur l'appui financier aux déplacements et cela est vraiment trop limité. On a besoin de ressources et de soutien en général.

Il est possible que nous voulions demander une révision pour l'industrie des noms de domaine dans ces pays faiblement desservis. Nous voulons savoir ou comprendre pourquoi on n'a pas eu tellement de candidatures de ces régions et participer également aux différentes révisions que nous avons mentionnées des révisions, la participation dans des groupes de travail intercommunautaires sur les tarifs des enchères. Que se passe-t-il avec les fonds de ces enchères ? Comment cela va bénéficier à qui que ce soit ? Et des propositions pour ce groupe de travail.

Nous espérons commencer, mais on attend le prochain orateur et on va commencer avec l'enquête pour voir comment on peut faire ce travail, c'est-à-dire faire en sorte que ce travail soit le plus efficace possible. Il faut participer activement au renforcement des capacités et il faut le faire de manière durable.

Ce n'est pas une seule séance, comme aujourd'hui. Il faut qu'il y ait une continuité pour pouvoir nous assurer que la participation soit continuée également dans les différentes activités du GAC et là où le GAC devrait participer aussi aux procédures

d'élaboration de politiques de l'ICANN, notamment dans les groupes de travail intercommunautaires.

On travaille étroitement avec l'équipe de la participation mondiale de l'ICANN et aussi avec l'équipe de participation gouvernementale pour nous assurer que les ressources soient attribuées. Et je ne parle pas seulement des ressources pour l'aide aux déplacements, mais pour tout le reste des questions.

Le travail est très général, très, très vaste. Le résumé que je fais maintenant, c'est-à-dire c'est quelque chose de très général, mais je le présente pour qu'on puisse en discuter, pour savoir si vous êtes d'accord. S'il y a des choses que nous n'avons pas prises en compte et aussi pour demander aux membres du Conseil d'administration de l'ICANN, qu'ils viennent ici nous accompagner, aussi l'équipe de la GSE et de la participation globale qu'ils pensent aussi à quel niveau et avec quelles ressources on pourrait mettre en œuvre une part de ces activités ou toutes ces activités.

Je vais m'arrêter là. Je veux savoir s'il y a des questions, des suggestions, des commentaires.

Merci de votre attention.

Kavouss, l'Iran.

IRAN:

Merci. Dès le début jusqu'à présent, on a parlé du renforcement des capacités de manière générale. Allons directement au point qui nous intéresse. Qui voulez-vous cibler ?

Les gouvernements, ceux qui travaillent avec l'Internet ou ceux qui utilisent l'Internet ? Et où voulez-vous arriver à ces gens, les pays faiblement desservis ? Quels sont les pays faiblement desservis ? Où est-ce que cela est défini ? Tout au moins, pour avoir un point de départ, il y a une liste des Nations Unies, des pays les moins développés, et peut-être ce serait un bon point de départ.

Puis, il faut voir comment faire, comment démarrer. Je ne sais pas peut-être donner des bourses pour qu'ils puissent venir dans les réunions de l'ICANN. Non, non, ils seront perdus. On parle de PDP. La plupart des gens ne savent pas ce que PDP veut dire. Alors, il faut expliquer ce que cela veut dire. C'est quelque chose que les organisations de soutien produisent pour élaborer ou formuler une recommandation pour que le Conseil d'administration traite une question déterminée. Et puis, on parle de l'avis du GAC qui inclut des questions liées aux politiques publiques et c'est des choses qu'il faut équilibrer. Les deux arrivent au Conseil; le Conseil d'administration les traite.

En premier lieu, il faut expliquer à ces personnes quelle est la question qu'on aborde, qu'on est en train d'aborder et il faut leur expliquer cela de la manière la plus simple possible.

Si vous voulez que les gens comprennent, il faut parler simplement. Je ne parle pas de langue française ou anglaise, mais des mots simples, sans mots compliqués, sans trop de sigles que les gens ne comprennent pas. Il faut un point de départ simple.

Moi, j'ai regardé un arrêt judiciaire au États-Unis et il cite un texte d'une description simple du DNS, parce qu'ils voulaient que les gens puissent avoir une idée préliminaire de ce que c'est que le DNS. Lorsqu'on met www.itu.int, et bien il faut que les gens sachent comment on arrive à ce site web et comment on établit la communication ?

Dans ces dix ou douze pages de ce livre, écrit par quelqu'un en Europe, vous avez cette information préliminaire.

Alors, il faut d'abord donner des informations préliminaires et puis, distribuer ces informations ou expliquer tout cela aux gens. L'expliquer aux boursiers n'est pas suffisant.

Je sais qu'il y a des ressources limitées pour les bourses et dans certains pays, pas dans tous les pays, les bourses peuvent être

octroyées seulement à une personne, une seule fois. Alors, il n'y a pas de continuité.

Il faudrait établir certains principes. Comment faire ? Avec qui ? En commençant du côté du gouvernement, du côté des gens, de la population, voir s'il y a un accord multipartite. Comment on peut s'approcher pour avoir des informations ?

Je crois que la question n'est pas claire. On essaie d'aborder la question depuis tous les points de vue possibles sans entrer au cœur de la question. Il faut aller au cœur de la question.

Et comme on parle des habitants d'un pays, il faut voir ce qu'on fait du point de vue du renforcement des capacités. Il y a plein d'organisations qui font le renforcement des capacités. Il y a des organisations régionales qui mènent aussi des activités de renforcement de capacités.

Alors, il faut mettre les ressources ensemble pour partager les connaissances.

Si vous êtes tout seul dès le début, c'est un problème.

Et puis, il faut savoir dès le début ce que les gens veulent. Il faudrait faire un questionnaire : savoir quelle est la population cible de vos efforts; savoir quel est leur niveau de connaissance.

Suivant les catégories, il faudra préparer différents types d'information pour que tout le monde comprenne. Tout cela exige des actions qui ne peuvent pas avoir lieu dans cette seule réunion. Vous devez démarrer le travail avec un mécanisme quelconque et à travers ce mécanisme, vous pourrez voir comment aborder la situation.

Je ne veux pas monopoliser la parole, la prise de parole, mais moi, j'ai pas mal d'expérience depuis quarante-deux ans en la matière et je veux vous faire partager mon expérience.

ALICE MUNYUA:

Merci de vos commentaires si constructifs. On est tout à fait d'accord avec vous. Vous devez vous être rendu compte qu'un des domaines sur lesquels nous voulons cibler notre analyse, c'est justement développer ce type de connaissances. Voilà donc pourquoi on va faire le sondage. C'est ce que nous allons faire comme groupe de travail. Ces alliances sont vraiment critiques pour nous et voir quels sont les autres acteurs dans ce domaine, d'autres unités constitutives au sein de l'ICANN et ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir que nous avons besoin d'avoir une approche continue et le soutien financier pour les déplacements n'est pas quelque chose de durable. Et maintenant, on le voit d'un point de vue différent.

Merci beaucoup de vos commentaires.

LEONID TODOROV: Une partie de mes inquiétudes ont déjà été répondues, mais j'en ai encore quelques-unes.

En premier lieu, comment une décision préliminaire pour prendre la décision a été prise ? Voilà la question. Il y a une consultation préliminaire faite auprès de la communauté sur la question ?

ALICE MUNYUA: Je vais vous répondre. C'est une initiative du Comité consultatif gouvernemental et le GAC a des exigences qui lui permettent de créer des groupes de travail.

LEONID TODOROV: Alors, c'est une initiative du GAC.

ALICE MUNYUA: C'est une initiative d'un groupe de travail du GAC.

LEONID TODOROV: Qui sera en charge de la mise en œuvre de ce travail ?

ALICE MUNYUA: C'est ce qu'on essaie d'identifier avec ces débats. Vous avez des suggestions ? Si vous en avez, elles sont les bienvenues.

LEONID TODOROV: Non. Simplement, parce que ce n'était pas clair pour moi.

Ma prochaine question : Y a-t-il l'intention ou la décision d'évaluer des projets précédents d'assistance technique, par exemple, des projets étant mis en œuvre sous la responsabilité de l'ICANN ? Je veux dire, par exemple, les ordinateurs portables de cent dollars en Afrique, l'augmentation de bureaux d'enregistrement en Afrique, le Net mondial, une évaluation du genre.

ALICE MUNYUA: On s'égare un peu de la question centrale et ce n'est pas dans le mandat du GAC, ni de l'ICANN, le fait de donner des ordinateurs portables en Afrique par exemple. Mais pour ce qui est des participants des régions mal desservies qui font partie du GAC, nous voulons augmenter leur participation dans les processus du GAC. Alors, c'est simplement pour le GAC. ...qui va passer la parole à la Chine.

La Chine, puis le Nigeria.

CHINE: Je profiterais de l'interprétation. Je vais me servir de ma propre langue.

Merci Alice.

Je voudrais partager avec vous mes opinions en mon caractère de personne appartenant à l'une des régions les moins favorisées.

Ce groupe des régions faiblement desservies fait un travail très important à mon avis. Nous avons au sein du GAC des régions faiblement desservies au point de vue du GAC et c'est justement un problème dont nous devons reconnaître l'existence.

Le GAC a discuté des questions importantes de politiques publiques liées à l'Internet. Nous avons donc besoin de la participation effective des différents gouvernements pour que la discussion soit efficace et je suis d'accord sur ce point avec Kavouss. Je suis d'accord sur les suggestions qu'il fait, qui sont vraiment très appropriées. Le plan de travail de ce groupe devrait être orienté aux problèmes en particulier. Nous devons améliorer ce plan de travail. Nous allons améliorer l'efficacité de notre travail de la sorte nous pourrions donc identifier les problèmes réels que nous devons affronter aujourd'hui et y apporter des solutions.

Selon les ressources du GAC ou les ressources d'un groupe de travail, nous savons que nous ne pouvons pas dépendre que du GAC ou des ressources disponibles dans ce groupe de travail. Nous devons nous servir des ressources fournis par le GAC et par l'ICANN pour faire face à ces problèmes.

J'estime qu'avec des bons plans de travail et avec des efforts soutenus visant la promotion de ce travail, nous allons réussir dans l'avenir.

Je voudrais ajouter aussi que jusqu'ici ou jusqu'à présent, nous avons fait des grands progrès. Par exemple, en ce qui concerne le secrétariat du GAC, qui nous a vraiment aidés sur les questions très importantes. Ils facilitent la préparation de nos réunions grâce aux documents qu'ils élaborent et qui sont très utiles, vraiment très utiles pour les membres du GAC et pour les observateurs pour pouvoir faire un suivi des problèmes.

Les services de traduction et d'interprétation offerts par l'ICANN sont aussi extrêmement utiles. Cela aidera les membres du GAC à pouvoir suivre de plus près ces réunions. J'ai assisté par le passé à des conférences des Nations Unies. Leurs interprètes finissent de travailler à six heures du soir, mais nos interprètes continuent de travailler en ce moment. Et ces services d'interprétation sans aucun doute représentent un facteur très utile dans notre travail.

Nous avons remarqué que le vice-président de la région Asie-Pacifique nous a aidés et il a facilité notre travail au moyen de la promotion des activités de sensibilisation. Il a beaucoup fait pour cette région et je suis sûr que, grâce à son aide, à sa collaboration, nous allons faire un bien meilleur travail pour promouvoir le travail de la région Asie-Pacifique.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup, la Chine. Merci beaucoup des suggestions et des commentaires très constructifs, vraiment. Je crois que ce... Enfin, il va falloir faire une enquête très rapide et très spécifique pour voir comment nous pouvons voir quels sont les défis et voir quel est le plan de travail le plus approprié. Maintenant, c'est le Nigeria et ensuite, l'Indonésie.

NIGERIA:

Ce que j'ai dans ma première équation, en ce qui concerne les pays faiblement desservis, quels sont les indicateurs que nous suivons pour savoir si une région est faiblement desservie ou si elle est moins favorisée qu'une autre ou pas? Première question.

Deuxième question, deuxième point disons en tant que commentaire. Comment pouvons-nous nous rapprocher davantage de la communauté ou des gens? Moi, il me semble

que nous pouvons le faire si nous organisons des forums régionaux et nous établissons des liaisons avec d'autres organisations régionales, justement au sein de ces régions.

Mon troisième commentaire concerne la manière de mobiliser nos ressources pour promouvoir et pour parrainer ces réunions, parce que moi, mon pays, le Nigeria a fait un forum concernant le DNS sous l'IPv6 avec le soutien d'APNIC. Alors, comment pouvons-nous parrainer ces activités dans ces régions ou dans ces domaines faiblement desservis? Voilà donc mes commentaires et ma question.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup.

En premier lieu, par rapport à la définition, le GAC s'est servi de la définition des Nations Unies. Nous continuons à travailler là-dessus. Il faut que nous voyions si cette définition est vraiment applicable à notre environnement.

La deuxième question concernant les ressources et les organisations. Il me semble qu'il faut que nous nous en remettions aux groupes GE et GSE. Donc c'est la prochaine séance.

Maintenant, c'est l'Indonésie.

INDONÉSIE:

Merci Alice.

Il y a eu deux points qui ont été identifiés et que Kavouss a mentionnés auparavant. Les pays d'Asie-Pacifique sont très nombreux. Il y en a des tout petits et des très grands. C'est pourquoi nous avons pu identifier ces pays et il me semble que ce type de soutien aux régions faiblement desservies sera très utile. Parce que les membres qui font des efforts pour assister à ces réunions, non seulement les membres du GAC, mais aussi la personne en elle-même, homme ou femme, peut agir en tant qu'agent de liaison pour son pays, pour parler d'un bon nombre de problèmes qui pourraient exister dans son pays.

C'est justement par rapport à ceci qu'il me semble qu'il y a des problèmes particuliers apparaissant dans un pays et qui peuvent être résolus ou que nous pourrions... Et je pense qu'on pourrait réfléchir pour enfin améliorer la situation dans ces pays. Par exemple, l'Indonésie utilise beaucoup de numéros IP. Si nous voulons en avoir davantage, nous n'allons pas les obtenir de la région Asie-Pacifique, mais d'une autre région. Et pour ce cas particulier, la région Asie-Pacifique en est arrivée aux limites des numéros IP disponibles. Donc, il faudrait peut-être demander à AfriNIC de nous donner ces numéros. Cela signifie davantage d'investissement. Il faut créer... Enfin, créer

des sites IPv6. Et je ne sais pas si nous serons un meilleur marché ou si nous serons plus compétitifs, s'il faut que nous achetions des numéros IP qu'AfriNIC n'utilise pas, par exemple. Donc, c'est des points que nous pourrions essayer de résoudre et nous pourrions continuer à réfléchir à d'autres exemples.

Un autre point, ça se rapporte à l'importance de l'ICANN, et cela doit être visible dans d'autres pays. Il y a certains pays qui voient que le contenu est important sur Internet, mais ce n'est pas la seule chose importante.

Nous pourrions peut-être avoir un agent de liaison là, qui pourrait s'entretenir avec d'autres organisations, pas seulement au sein des gouvernements, mais entre les gouvernements, parce que l'ICANN a beaucoup d'organisations non-gouvernementales qui agissent. Nous parlons des organisations des noms de domaine. Nous, en Asie, nous avons Singapour et il y a... Pardon, nous avons Asha du Singapour et il y a aussi [Inaudible] et Rinalia. Comme l'Indonésie est près de Singapour, c'est pour ça que je l'ai mentionnée. C'est pour ça que j'ai dit que, pour la réunion de novembre, nous devrions avoir un représentant de l'ICANN pour qu'il nous dise ce que l'ICANN peut soutenir. En Indonésie, par rapport aux problèmes de l'Internet, pas seulement pour les numéros IP parce qu'on peut trouver une solution, mais pas seulement ça. Nous avons des problèmes avec la sécurité, par rapport à la sécurité, par rapport à l'intérêt

public. Notre problème se rapporte aussi à la possibilité de parler au sein du GAC et par rapport aux questions d'actualité.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup, chère collègue de l'Indonésie. Je voudrais exprimer une reconnaissance très rapide au reste des membres du Conseil, Asha et Rinalia, qui sont deux membres du Conseil d'administration. Parce que, bien sûr, nous voulons que l'équipe de GSE et de GE parle des différentes unités constitutives de l'ICANN et qu'ils nous expliquent brièvement. Quels sont les domaines de politiques où les GAC et les membres de l'Asie Pacifique du GAC doivent tenir compte pour pouvoir parvenir finalement à la question de la transition des fonctions de supervision d'IANA?

TAREK KAMEL:

Merci beaucoup, Alice, de cette présentation et du cadre. Et parce que ce que l'on appelle les équipes GE et GSE. Donc, la participation du gouvernement et la participation des parties prenantes mondiales où nous avons plusieurs vice-présidents régionaux. Comme par exemple, Pierre Dandjinou de l'Afrique et Xavier pour la région de l'Océanie, ainsi que d'autres vice-présidents des différentes régions. Pendant cette séance concernant le plan de travail, nous croyions que c'est une séance très intéressante et nous allons travailler avec les

autorités du GAC, ainsi qu’avec les co-présidents du groupe de travail pour un plan de mise en œuvre de ce cadre, pour voir quelles sont les priorités qui nous sont signalées par les représentants du GAC en ce qui concerne le renforcement de capacités.

Lorsque nous parlons des ressources, et quelque chose qu’Alice a tout particulièrement mentionné, il faut dire que l’équipe de direction de l’ICANN et son organe de direction puisse fournir les ressources appropriées, parce que c’est l’une des conditions ou des besoins du GAC. Cela a été dit dans le communiqué d’Helsinki, puis présenté au Conseil d’administration et au public. C’est pourquoi nous devons faire les plus grands efforts pour donner tout le soutien nécessaire et la communauté doit s’accorder sur ce plan de travail. Donc, nous sommes là pour donner notre soutien. Nous sommes là pour donner notre aide.

Je ne sais pas si, Anne-Rachel, vous voulez dire quelque chose ?

ANNE-RACHEL INNE:

Merci Alice. Merci Tarek. Je suis heureuse d’avoir entendu Kavouss signaler certains points que nous continuons à essayer de faire. Je vais céder la parole à Jia-Rong qui est l’un de mes collègues pour qu’il puisse vous expliquer les manières dont nous travaillons avec les communautés, pour que vous puissiez comprendre ce qui arrive au sein de l’ICANN et pour que cela soit

clair pour vous tous. Si quelqu'un parmi vous se rappelle qu'il y avait des critères ou des règles que nous avons développés dans un groupe de travail préalable du GAC pour voir comment nous pouvions aider les membres de la communauté, y compris ceux du GAC pour mieux comprendre et pour participer de façon plus efficace. Vous vous souvenez que nous avons fait des séminaires web. Nous allions dans des réunions qui se faisaient dans certains pays. Nous participions à des activités au niveau national lorsque c'était possible. Donc voilà autant d'occasions. Nous avons même des appels téléphoniques. Moi, je suis à Genève. Certains de vos collègues qui représentent ici leur pays dans les missions, dans les représentations permanentes à Genève. Bon, nous pouvons parler de la manière dont on peut protéger un indicateur géographique dans un pays. Qu'est-ce que cela veut dire? Qu'est-ce que cela signifie que l'UDRP? Parce qu'il y a beaucoup de personnes qui me disent: « Comment est-ce que je fais pour protéger le nom de mon pays? » Qui est-ce qui travaille au DNS de l'ICANN dans mon pays? Alors moi, je fais mon travail et bien des fois, c'est des questions auxquelles nous essayions de... Par exemple, lorsque je m'adresse à eux. Je leur donne l'occasion de savoir qui est le représentant du GAC. Je leur dis comment se rendre sur le site web du GAC, quelles sont les activités de l'ICANN pour qu'ils puissent voir ce qui se passe.

Maintenant, je voudrais céder la parole à Jia-Rong pour savoir quelles sont les activités qu'on effectue dans sa région.

JIA-RONG LOW:

Je m'appelle Jia-Rong. J'appartiens à l'ICANN organisation et je suis le vice-président du groupe de participation d'Asie.

Il y a plusieurs questions communes à ce débat, notamment pour ce ayant trait au renforcement de capacités. Premièrement, les ressources limitées et deuxièmement, la manière dont on approche les gens.

Je n'ai pas de réponse directe, mais il faut penser à ce modèle multipartite pour en profiter, non seulement au sein de l'ICANN, mais dans tous les pays.

Par exemple, si le GAC, si un membre du GAC dans un pays a amélioré sa capacité pour comprendre les différentes questions relatives à l'ICANN et il veut comprendre les perspectives et les points de vue des différentes parties prenantes, une bonne manière de le faire c'est d'analyser conjointement cela au sein de la communauté et analyser les différentes questions y afférentes. Dans votre pays, quels sont les registres, quels sont les bureaux d'enregistrement? Les registres seraient dans la ccNSO et dans la GNSO. Et les bureaux d'enregistrement aussi feront partie du groupe de parties prenantes des bureaux

d'enregistrement. Les différentes communautés liées au domaine commercial – par exemple aujourd'hui, les sociétés de télécommunications et des FSI – sont le centre des conversations. Alors, où sont ces acteurs industriels qui sont intéressés par la sécurité? Et troisièmement, il est très important de participer à la communauté At-Large; ils font beaucoup de diffusion externe pour que tout le monde puisse comprendre les questions liées à l'activité de l'ICANN.

Un exemple concret que je peux vous présenter pour travailler avec les communautés locales, c'est ce que l'on appelle les *readouts* de l'ICANN : ce sont les séances d'information, c'est-à-dire pas tout le monde peut venir dans une réunion de l'ICANN en personne. Mais après la réunion, toutes les personnes qui ont participé à la réunion, des gens de ce pays, peuvent se réunir et en informer la communauté locale, partager les différents points de vue.

Nous avons pris ce modèle du Japon. Alors, je félicite le Japon, parce que la communauté japonaise, après chacune des réunions de l'ICANN, fait un résumé de la réunion, une lecture. Les membres du GAC y participent et n'importe qui qui soit de la communauté japonaise, par exemple les JPNIC et les JPRS ayant participé à la réunion ainsi que les registres qui sont dans la GNSO, partagent, c'est-à-dire les résultats ou l'expérience de la réunion. La communauté japonaise doit connaître ces questions

et ils discutent depuis leur point de vue la manière de répondre conjointement à tout ce qui a été présenté.

Ces réunions ont été très réussies. Nous avons pris pour exemple ce modèle et en Chine, on a essayé de faire la même chose.

Alors, notre membre du GAC de la Chine, merci beaucoup de vos félicitations.

On travaille avec la Chine dans ces séances, après chacune des réunions de l'ICANN, et ces séances sont régulières. C'est normal de les avoir. Ces réunions post-réunion sont très importantes, parce que les membres de la communauté chinoise connaissent en général beaucoup plus que le personnel de l'ICANN. Et c'est clair pourquoi, parce qu'ils ont participé à des débats et ils peuvent partager leurs expériences avec toute la communauté en chinois.

C'est pareil au Japon. Tout en fait en japonais, parce que dans chaque pays, on le fait dans la langue du site.

Il y a les membres de la communauté, mais aussi les membres du GAC qui ont participé et ils peuvent arriver à comprendre les différentes parties prenantes, les différentes unités constitutives. Ils peuvent entendre leur point de vue et mieux comprendre les questions qui peuvent être souvent complexes.

Dans le cas des pays plus défavorisés, bien des fois il n’y a pas tellement de participants en personne dans une réunion de l’ICANN. Peut-être qu’il n’y a pas de représentant de registres, des bureaux d’enregistrement ou de la communauté At-Large. Alors, le personnel de l’ICANN, de l’organisation, c’est pourquoi nous avons tout séparé par région, des stratégies régionales pour développer l’industrie du DNS et aussi travailler avec les différentes communautés pour que les gens connaissent ce que fait l’ICANN.

Et les membres du GAC peuvent travailler avec vous, nous espérons bien, pour pouvoir promouvoir un écosystème entre toutes les parties intéressées où nous puissions réunir les parties prenantes qui ont quelque chose à dire, entendre leurs opinions, promouvoir la discussion et améliorer donc la capacité.

Donc, la dernière chose que je veux dire, ce sont deux autres exemples. Premièrement, on va mener une activité de diffusion externe similaire au Cambodge, en décembre, et ceci a été demandé par le représentant du GAC du Cambodge. Et nous espérons partager davantage les activités de l’ICANN et nous espérons que ce soit le premier pas pour qu’il y ait de plus en plus de participants au débat.

Un autre exemple a trait à l’Indonésie, parce que le représentant de l’Indonésie a dit que le 15 novembre, il a une réunion en

Indonésie. Voilà donc encore un autre exemple qui puisse devenir un point de vue de référence.

Merci beaucoup.

ANNE-RACHEL INNE:

Alice, si vous me le permettez, je veux dire que, bien des fois, on ne peut pas trop voyager. On souffre beaucoup, parce que c'est difficile de pouvoir contacter les unités constitutives, normalement lorsqu'on parle des îles de l'Océanie.

SAVE VOCEA:

Je représente l'Océanie. Je dois participer avec toutes les autres unités constitutives et les parties prenantes de l'Océanie, notamment les îles du Pacifique.

On a 27 noms de domaine et on a une énorme diversité. On a 22 ou 23 millions seulement en Australie, mais le pays le plus grand du Pacifique a 15,7 millions de population.

Ce que nous essayons d'adopter, c'est que tous les pays puissent être représentés au sein du GAC, tous les pays insulaires. Nous avons vu que chaque pays avait des représentants au sein du GAC, mais il faut travailler avec le soutien du secrétariat du GAC. Eh bien, on travaille pour garantir

que la représentation du GAC soit en vigueur dans ces petits pays, parce que les gens changent de responsabilité et de fonction. Alors, il faut savoir qu'on peut les rejoindre par courriel électronique.

Au secrétariat du GAC, nous savons qu'ils reçoivent le communiqué. Ce que l'on ne sait pas, c'est s'ils le lisent.

Une chose que l'on a faite à travers le groupe de travail avec le soutien de Pua, une des co-présidentes du groupe, était d'initier une liste de diffusion pour les îles du Pacifique et l'Océanie et ainsi, débattre à leur niveau ce qu'ils ont à débattre, ce qu'ils décident de discuter.

Une autre chose que nous faisons notamment dans la région, je le fais moi-même. Je dois travailler avec des partenaires comme les OIG qui jouent un rôle au sein des gouvernements : ils font des ateliers, des réunions. On a eu une séance, on a parlé avec les gouvernements qui y ont participé et avec les représentants du GAC.

Un des enjeux que je veux signaler comme dernier point a trait aux voyages, déplacements et à l'accès aux voyages, parce qu'il y a trop de demandes de différentes organisations et l'ICANN n'est pas la seule organisation pour laquelle ils ont besoin d'avoir des ressources.

Alors, on fait tout le possible pour qu'ils puissent participer, qu'ils reçoivent l'information sur l'ICANN et sur les activités de l'ICANN. Merci.

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup à l'équipe de participation mondiale et de participation gouvernementale.

Comme nous sommes à court de temps, je voudrais après avoir écouté le représentant de l'Iran, Kavouss, qui participe au CCWG Responsabilité, je voudrais lui demander de présenter et de nous faire savoir quel a été l'impact dans la région Asie-Pacifique de la transition de la supervision des fonctions IANA.

IRAN:

En premier lieu, l'Asie-Pacifique est une région très vaste avec 76 pays différents, cultures différentes, niveaux de compréhension, à des étapes de développement différent, toute une variété de langues, etc. C'est quelque chose que nous ne voyons peut-être pas dans d'autres régions. C'est différent des autres régions.

Donc, je voudrais savoir, en plus des services fournis par le bureau de Genève, si les pays d'Asie, si quelqu'un parmi les pays d'Asie-Pacifique ont établi un contact de la région Asie-Pacifique.

Est-ce qu'il y a un pays qui a contacté l'Iran? Vous, vous l'avez fait. Est-ce que quelqu'un d'autre a contacté l'Iran pour savoir quelle est la structure de notre pays, pour savoir quels sont nos problèmes, qui s'occupe de quoi, ce dont nous avons besoin?

Les autres bureaux de l'ICANN, à Singapour, en Chine, elles devraient toutes assurer un certain niveau de responsabilité. Il est très difficile de mettre tout sur les épaules de deux personnes : l'une, c'est le Pacifique; et l'autre, c'est l'Asie. C'est très, très difficile.

J'espère aussi que vous m'excuserez, mes chers collègues, si je ne suis pas autorisé à dire cela, mais j'ai fait parfois, j'ai posé parfois des questions sur la manière de dépenser les fonds provenant des ventes aux enchères. Est-ce qu'une partie de cela pourrait être destinée à ces activités?

Je vois qu'il y a eu, que l'on a 135 millions qui ont été collectés – enfin, pas collectés. Comment est-ce qu'On rend cet argent? Est-ce que cet argent est distribué parmi ceux qui ont perdu ou une partie de ces fonds peut être destinée au renforcement des capacités?

Je crois que, Alice, vous devriez établir une liste de vérifications de ce que nous devons faire. Cela ne signifie pas que nous allons tout faire. Mais il faut que nous ayons quand même une liste.

Je propose qu'il y ait aussi dans cette liste la préparation d'un manuel, d'un guide d'une trentaine de pages – une vingtaine ou une trentaine de pages – et que cela, que nous commençons avec une ou deux langues, et puis, ensuite que l'on demande la traduction de cela pour les gens d'un certain pays, que chacun prépare la traduction.

Si vous préparez par exemple le manuel en anglais et que vous demandiez à quelqu'un de l'Iran de traduire cela en persan pour que cela soit disponible pour les gens, jusqu'à ce que les gens se familiarisent et que cela soit de plus en plus disponible dans plusieurs langues.

La semaine dernière, j'ai été dans une réunion. Nous avons préparé un manuel sur les communications numériques. Cela avait 320 pages. Moi, je ne veux pas préparer 320 pages. Mais quelque chose qui pourrait aider les gens à mieux comprendre cette question tellement importante dans le monde dont monsieur le Ministre de l'Inde a parlé.

Nous parlons ici d'une transformation intégrale de la société vers une communauté habilitée au point de vue numérique. Ce n'est que le début de cette transformation pour que tout le monde puisse avoir une capacité numérique, pas seulement un participant, pas seulement une technologie.

Donc, pouvons-nous préparer ce manuel? Vous avez beaucoup d'experts. Demandez à la GNSO, à la ccNSO. Demandez-leur de vous aider à écrire la partie qui leur revient. Préparez une édition et faites un guide facile à comprendre.

Je ne veux pas trop rentrer dans le détail, mais dans la mesure du possible, j'aimerais bien avoir une réponse à cette question. L'argent résultant des enchères, qu'est-ce qui se passe là-dessus?

ALICE MUNYUA:

Par rapport à ce manuel, nous allons le préparer. Ça fait partie de notre plan de travail. Je vais permettre à Asha, à Rinalia et à Tarek d'y répondre.

TAREK KAMEL:

Par rapport à l'argent et aux ressources, cela ne vient pas des fonds des enchères. Ce qui va se passer par rapport à ces fonds, c'est Asha qui vous répondra, parce qu'elle est membre du Conseil d'administration. Elle a participé à ces débats. Quant aux ressources, pour notre plan, ne viendront pas des enchères. Il y a d'autres ressources disponibles.

Quant au contact avec l'Iran, il y a des contacts qui ont été établis avec le gouvernement iranien. Comme vous le savez, j'ai vu le conseiller du Ministre, le vice-ministre. Donc, je ne

comprends pas. Enfin, je sais que notre vice-président s’occupe de l’Iran – Baher – et je sais qu’il y a une visite programmée en Iran. Je ne comprends donc pas la question.

IRAN:

Bon, en plus de ces activités. Ce que je veux dire, c’est par rapport aux représentants de l’Asie-Pacifique à Singapour ou en Chine, les personnes qui se trouvent à Istanbul. Je ne veux pas signaler tout le monde. Vous avez fait votre partie, mais est-ce que vous avez vu... Enfin, je voudrais savoir ce qui résulte de ces contacts. Vous avez vu le conseil ou l’avis qui a été donné au ministre, mais c’est une chose vraiment différente de s’asseoir et d’avoir une réunion avec les personnes, et de produire quelque chose. C’est quelque chose de tout à fait différent.

ASHA HEMRAJANI:

Je m’appelle Asha Hemrajani. Je suis... Je fais partie du Conseil d’administration. Je suis membre du Conseil d’administration de l’ICANN.

Si vous voulez, je peux répondre à cette question en premier lieu et ensuite, parler des autres thèmes.

Moi, Kavouss, je suis l’agent de liaison du Conseil d’administration pour l’équipe de rédaction, l’équipe de rédaction de la charte du CCWG, qui va être convoquée à un

moment donné pour décider de ce qui se passera par rapport aux fonds provenant des enchères. Nous avons travaillé avec cette équipe de rédaction pendant six mois et la charte vient d'être finie. La semaine prochaine, nous aurons une réunion et j'aimerais bien que vous soyez présent à cette réunion, parce que nous allons parler là de la charte, de ce CCWG éventuel, et nous allons commencer à voir comment va être constitué ce groupe intercommunautaire. Ce groupe intercommunautaire sera réuni pour analyser la meilleure manière de déterminer un processus ou un mécanisme grâce auxquels les fonds en provenance des enchères seront attribués ou alloués.

Ces fonds ne seront pas utilisés suivant la décision du Conseil d'administration ou de l'organisation ICANN; c'est la communauté qui doit décider de cela.

Moi, j'ai vu dans votre plan de travail, Alice, que vous avez mentionné la possibilité d'utiliser ces fonds pour le financement de ces activités du plan de travail. Mais je crois qu'il faut, pour le moment, il faut le considérer, mais ce n'est pas une décision que l'on puisse prendre à court terme, parce que nous venons juste de compléter la charte de ce groupe intercommunautaire.

Une fois que le groupe CCWG aura eu sa réunion, on élucidera les processus et les mécanismes qui permettront d'employer ces fonds. Il pourrait y avoir par exemple une fondation qui soit

constituée et ce sera donc à la fondation de désigner ou de déterminer l'attribution de ces fonds et c'est là qu'on abordera les points qu'il faudra considérer ou les critères qu'il faudra considérer pour que les groupes puissent présenter leur candidature à l'utilisation de ces fonds.

ALICE MUNYUA:

Kavouss, voudriez-vous faire une petite synthèse de la transition des fonctions de supervision de l'IANA?

IRAN:

Je crois que c'est difficile à dire, dire ce que cela signifie. Je ne sais pas si cela sera une grande contribution pour les pays faiblement desservis ou les moins défavorisés, à moins qu'ils ne disposent de ce manuel. Il y a beaucoup, vraiment beaucoup de matériel, beaucoup de documentation qui a été expliqué par le CCWG dans sa présentation, pendant sa présentation et pendant le séminaire web, je pense que nous n'avons pas à rentrer dans les détails. Je pense qu'il faut aborder les autres points que vous avez dans votre ordre du jour et il faut que nous abordions les aspects les plus pratiques, voir ce dont nous avons discuté.

Mais j'ai une question pour la dame qui est membre du Conseil d'administration puisqu'on va utiliser le CCWG. J'espère que les pays les plus, les moins favorisés ou faiblement desservis

puissent participer à ce travail, aussi bien en présence qu'à distance. J'espère bien que ces pays auront les mêmes chances pour qu'ils ne soient pas balayés par les décisions de ceux qui pourraient assister en personne. J'ai beaucoup de connaissance au point de vue légal et financier. Ils produisent des emails de 10 pages, alors que les autres en moins de deux heures ne peuvent pas mettre ensemble plus de deux lignes à cause des défaillances dont ils souffrent.

Donc, j'espère que ceci constituera un groupe avec une participation équilibrée, que l'on ne voit pas ce déséquilibre dans la participation.

Ce n'est la faute à personne en particulier, mais c'est le système qui fonctionne comme ça. La participation est très inégale.

ALICE MUNYUA:

Je crois que nous allons revenir sur la question de fonds des enchères et ce que dit notre plan de travail.

Ce que l'on dit ici, c'est que nous voulons clairement que les régions les moins favorisées du GAC participent à tout le travail intercommunautaire pour les mêmes raisons que nous avons mentionnées : pour qu'il y ait de la diversité. Lorsque nous parlons de diversité, nous parlons des défis et des enjeux auxquels nous avons fait face lorsque nous avons travaillé au

sein du GAC et dans les groupes intercommunautaires. Là où nos voix, même si nous étions présents, n'ont pas été respectés. On n'a pas fait... On n'a pas tenu compte de ce que nous disions.

Donc, nous voulons... En fait, ce sont ces raisons qui font que nous voulons les aider. C'est pourquoi nous voulons que ce groupe de travail intercommunautaire soit aussi diversifié, aussi inclusif que possible, parce qu'on demande à la communauté de participer, mais cela ne signifie pas nécessairement que la discussion sera inclusive.

Olga, je sais que vous voulez prendre la parole. Un commentaire.
Olga, oui.

ASHA HEMRAJANI:

Je veux faire référence... Je veux mentionner ce qu'Alice vient de dire et ce qu'a dit le représentant de l'Iran. C'est un thème qui me passionne personnellement. Il y a une partie de la charte où nous disons que l'appel à volontaires doit être aussi large que possible et il faut prendre des mesures supplémentaires pour garantir une participation et un engagement aussi vaste que possible de tous les secteurs.

Cependant, ce n'est pas quelque chose que l'organisation ICANN peut contrôler par elle-même, toute seule, c'est là que nous avons besoin de la collaboration de tout le monde.

J'ai besoin de votre aide, de votre soutien, pour encourager les gens dans vos pays à lever la main et dire: « Moi, je veux m'asseoir autour de cette table. Je veux faire entendre ma voix en tant que membre, en tant que participant, en tant qu'observateur de cet éventuel CCWG qui sera convoqué à un moment donné. »

Je veux aussi mentionner un autre thème. C'est ce CCWG en particulier sera un tout petit peu différent, parce que nous allons chercher des experts, des personnes qui ont une expérience par rapport à l'utilisation des fonds, des personnes qui ont une expérience avec des organisations de bénévoles et qui savent les points auxquels il faut faire attention lorsqu'il faut évaluer un mécanisme, un processus, approprié pour employer, dépenser ces fonds.

ALICE MUNYUA:

Asha, Rinalia, je vais vous repasser la parole pour écouter vos commentaires.

ASHA HEMRAJANI:

Je recommence. Je suis né à Hong Kong, qui fait partie de la Chine. Je suis citoyenne indienne. J'ai vécu la plupart de ma vie en Asie, alors je connais bien l'Asie-Pacifique. Je crois que je

pourrais qualifier comme Asiatique, alors c'est bien ma participation dans ce groupe.

Je suis vraiment enthousiaste d'avoir cette réunion initiale avec la région de l'Asie-Pacifique. En premier lieu, avant de faire mon commentaire, je voudrais faire une observation.

Quand on a décidé qu'Hyderabad allait être le siège de cette conférence, le Népal n'était pas encore membre du GAC. En conséquence, j'ai initié un processus avec l'aide de Tarek, de Thomas Schneider et de l'équipe APAC, on a invité le Népal. Il y a le directeur du département de technologies de l'information qui est le nouveau membre du GAC en représentation du Népal.

Il vient du sommet du monde et je suis très contente de le voir ici.

NEPAL: Merci beaucoup.

ASHA HEMRAJANI: Je voudrais que vous leviez la main pour savoir quels sont les représentants de l'Asie-Pacifique. Il y a encore des membres de l'Asie-Pacifique.

Un autre commentaire que je voulais faire, c'est que j'attends le moment où ce groupe ne soit plus dénommé les régions faiblement desservies.

Il faudrait chercher un nom différent et j'espère que tout le monde puisse sentir que cette région reçoit le même type de service et d'attention que les autres. Je vais faire un petit commentaire sur le plan de travail.

Je suis d'accord avec ce que le représentant de la Chine a dit et aussi le représentant de l'Iran. Disons que peut-être on pourrait cibler le plan de travail. On pourrait le simplifier et voir quelques indicateurs clés de performance et établir des objectifs afin de focaliser le travail dont tous les objectifs que vous avez ici. Il y a des objectifs qui sont définis et cela peut vous aider.

Je suis là pour vous aider, pour vous donner du soutien. Je serais heureuse de vous aider. Le monsieur Ashwin de l'Indonésie nous a informés d'un événement qui va avoir lieu prochainement et le personnel de la région Asie-Pacifique va envoyer quelqu'un pour agir en tant qu'orateur. Je serais heureuse de voir les Asiatiques assis à cette table sur un pied d'égalité.

Oh, j'ai oublié de mentionner que ma mère est de Jakarta et mon père de l'Afrique. Alors, sans aucun doute, je me qualifie comme quelqu'un des régions faiblement desservies.

RINALIA ABDUL RAHIM: Merci de m’avoir donné l’occasion d’aborder cette question. Je n’ai jamais vu une question, une réunion pardon.

INTERPRÈTE: Moi, j’ai plus de son. Ça alors. [Inaudible].

RINALIA ABDUL RAHIM: Parfait, vous m’entendez ? Je continue donc.

Je m’appelle Rinalia Abdul Rahim. Je suis citoyenne de la Malaisie et je vous remercie de l’occasion de pouvoir partager mon point de vue. J’ai d’abord travaillé avec le gouvernement de la Malaisie et j’ai eu une grande expérience par rapport au renforcement des capacités au niveau du gouvernement pour traiter les questions les plus importantes, comme la technologie.

Et en Malaisie, pour renforcer les capacités, ce qui a été important c’est de faire des consultations multipartites au niveau interne. Ce qui nous a permis de réunir toutes les connaissances du secteur public, privé, de la société civile, y compris les centres d’études, le secteur universitaire, pour voir ce qu’on pouvait faire sur l’Internet. Comment on pouvait appuyer le gouvernement national. Et dans ce cadre, on a aidé

les gouvernements à savoir quelles étaient leurs positions et leurs inquiétudes et aussi pour établir la position dans les différents organismes des Nations Unies et des organisations internationales.

Vingt ans plus tard, une suggestion du personnel de l'ICANN d'avoir ce modèle multipartite développé dans leur propre pays et vous pouvez penser à vos propres pays. Quelles sont les parties prenantes ? Cela pourrait renforcer votre capacité pour participer à l'ICANN.

Ce que je voulais dire, c'est que je n'ai jamais vu une réunion avec des membres du GAC ciblée sur les propres membres des régions faiblement desservies. Le domaine de l'ICANN, c'est-à-dire l'ICANN est compliqué, c'est difficile de trouver son chemin, notamment pour les représentants des régions faiblement desservies qui ont besoin d'un soutien spécial et qui ne peuvent pas participer à toutes les réunions en personne. Alors, ces échanges de point de vue, eh bien j'ai entendu parler de très bonnes idées.

Je sais par expérience que la plupart fonctionne bien et je veux souligner trois choses.

Premièrement, s'il y a quelqu'un qui vient d'une région faiblement desservie, ne le distrayez pas avec beaucoup de

questions. Aidez-le à se cibler dans les questions qui l'intéressent vraiment et renforcez la capacité sur ce point-là.

Deuxièmement, c'est important d'avoir les connexions locales et régionales. L'Asie-Pacifique est une région énorme bien entendu, mais on peut opérer au niveau sous-régional pour que tout soit plus facile à gérer. Et dans la région APAC, nous avons des organisations qui sont intéressées à impliquer les gouvernements. Alors, il faudrait coordonner avec la société Internet, avec l'APNIC et l'ICANN, ils vont sans doute pouvoir obtenir le soutien pour les représentants gouvernementaux des régions faiblement desservies.

C'est tout ce que je voulais dire. Je sais qu'il est tard et je vous remercie de la possibilité de partager mon opinion. Merci.

ALICE MUNYUA:

Merci, Rinalia et Asha, notamment merci de vos commentaires. ... qui ont trait à la possibilité de pouvoir vous présenter tout le travail effectué, pour que vous puissiez nous demander les KPI et les activités qui nous permettront d'interagir. Vous pourrez peut-être nous donner ces ressources pour pouvoir nous-mêmes créer ces KPI et comprendre quels sont les enjeux. Il devrait peut-être y avoir une équipe qui nous aide à travailler.

Je tiens à remercier tous les participants de l'Asie-Pacifique et aussi, à ceux qui n'appartiennent pas à la région, parce que je vois des collègues de la région Afrique. Je sais que c'est une réunion du GAC Asie-Pacifique. On avait invité tous les membres du GAC des régions faiblement desservies. Je vous remercie donc de vos commentaires, questions et idées.

Merci beaucoup à Tarek et son équipe et à Anne-Rachel de la GSE, parce que nous avons vraiment travaillé avec vous. Nous espérons bien pouvoir le faire dans certaines des activités proposées comme groupe de travail du GAC et merci beaucoup à l'équipe de participation du gouvernement. Et finalement, merci beaucoup à Rajiv et au gouvernement de l'Inde d'avoir été l'hôte à cette occasion. Je vois qu'il y a quelqu'un qui lève la main.

THAÏLANDE:

Bonjour Alice, c'est [inaudible] de la Thaïlande qui parle. J'ai un commentaire et une demande. Si nous regardons la carte géographique de l'Asie Pacifique – sur la diapo, il me semble que cela vient du modèle officiel de l'ICANN, il me semble et cela se rapporte, me semble-t-il, lorsque nous parlions du RIR. Mais que nous voyions que le Cambodge n'est pas là. Moi, j'ai déjà soulevé cette question, parce que, moi aussi, je m'en suis servie. Mais il me semble que nous devons remettre ce pays sur la carte.

IRAN: Bien. Toute expérience que nous pourrions gagner, tout objectif auquel nous pourrions parvenir pour la région Asie-Pacifique doit être utilisée pour d'autres régions faiblement desservies, parce que nous sommes tous membres de la même famille. Il faut que tout le monde reçoive le même traitement même si les problèmes ne sont pas identiques à 100 %, mais il ne faut pas qu'il y ait des chevauchements, ni de répétitions. C'est très important.

ALICE MUNYUA: Oui, merci beaucoup, Kavouss. C'est une excellente observation, une très bonne suggestion. Nous allons en tenir compte. Nous avons encore une autre séance avec la région africaine en janvier, donc nous allons faire attention à cela.

Wanawit, s'il vous plait.

THAÏLANDE: Ça ne me prendra pas trop de temps, parce que je suis le dernier. Comme Rinalia l'a dit, c'est mon dernier mandat. Il faut considérer certains problèmes. Il ne faut pas disperser son attention partout.

Mais je veux dire que la réunion de haut niveau est vraiment un moyen très efficace pour transmettre tout cela, parce que lorsque ces réunions de haut niveau sont faites, cela est

organisé pour communiquer, aux décideurs dans chacun des pays, où nous en sommes, ce que le GAC fait, je n'ai pas de personnel, je n'ai pas de soutien.

Donc, ceux qui travaillent suivant le traité peuvent avoir l'occasion de le faire. Mais il y en a d'autres qui se disent : « Mon mandat se termine. Je vais avoir ce travail ou je ne l'aurais pas. » Et c'est comme cela que nous voyons disparaître peu à peu des personnes qui nous aident. Si les décideurs ne comprennent pas l'importance du travail que nous faisons, ils ne comprennent pas que le gouvernement doit contribuer et collaborer avec l'ICANN. C'est là que nous perdons. Parfois, nous n'avons qu'une élection. Nous n'avons qu'un choix, qu'une possibilité. Mais c'est aux décideurs de comprendre le rôle que nous jouons, parce qu'autrement, nous perdons notre travail. C'est un ami qui a été promu et donc, on perd tout ce que l'on a fait avec l'ICANN si le gouvernement oublie le travail qui a été fait ici.

ALICE MUNYUA:

Oui, merci beaucoup. Nous sommes tout à fait d'accord. Nous partageons ces défis et nous comprenons parfaitement bien ce que cela signifie au niveau national, le traitement des thèmes au niveau national. Parfois, c'est facile. Parfois, c'est bien lorsque nous parlons au niveau national.

Nous sommes à court de temps, parce qu'il fallait que nous finissions à 8 h 00 pile. Nous allons continuer ce débat dans la communauté plus large de l'ICANN pendant la séance concernant les thèmes d'actualité, entre 5 h 00 et 6 h 00 dans la salle 3. Nous allons continuer à parler des définitions et nous allons peut-être trouver un nouveau nom pour notre groupe. Merci beaucoup à vous tous et bonsoir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]